

Digne-les-Bains. Les vœux de l'inter-consulaire (toutes chambres réunies) ont sans surprise été l'occasion de réciter le petit couplet idéologique patronal.

« Restaurer la compétitivité de nos entreprises »

■ C'est en rappelant la tragédie des attentats survenus à Paris et le rassemblement républicain du dimanche 11 janvier que Frédéric Esmiol, président de la chambre d'agriculture ouvrait son discours à l'occasion de la cérémonie rituelle des vœux de l'interconsulaire.

« L'année 2014 a été une année particulièrement difficile pour nos entreprises et cela quel que soit le domaine d'activité, déclarait le président de la chambre d'agriculture. Il en résulte une désagrégation structurelle de plus en plus sensible du tissu constitué par nos entreprises, avec les conséquences qui en découlent sur l'emploi et sur l'activité des territoires, sur la formation, l'insertion des jeunes et sur le lien social (...).

« Il est urgent que le Gouvernement affiche une politique claire et offensive dans deux axes prioritaires : l'allègement du mille-feuille réglementaire, fiscal et administratif d'une part, la garantie d'une concurrence loyale entre tous les acteurs économiques d'autre part. Dans de trop nombreux domaines, nos entreprises souffrent de ce mille-feuille réglementaire, fiscal et administratif et de l'inertie que la sur-administration provoque ».

Pas d'instant miraculeux

« Restaurer la compétitivité de nos entreprises agricoles, artisanales, commerciales et industrielles nécessite d'agir sur les charges sociales et les impôts qu'elles supportent » ajoutait Frédéric Esmiol.

« Pour autant le chemin est encore long pour que les mesures adoptées



Frédéric Esmiol présente les vœux de l'inter-consulaire. PHOTO B.F.

par le gouvernement produisent les effets attendus sur la croissance et l'emploi. Il n'y aura pas d'instant miraculeux ».

Puis Frédéric Esmiol poursuivra en évoquant la situation faite aux chambres consulaires : « Les différentes mesures annoncées par le gouvernement relatives au financement de nos institutions ne sont pas en l'état supportables. Qu'il s'agisse de la chambre de commerce

et d'industrie ou de la chambre d'agriculture, la diminution de la ressource fiscale se traduira inévitablement par une diminution des effectifs et par voie de conséquence par la diversité des services proposés à nos ressortissants. Pour l'heure, la valeur ajoutée générée par la régionalisation de certaines activités reste totalement à démontrer (...).

« Les femmes et les hommes qui

nous entourent sont animés de la ferme volonté d'entreprendre, ils ont à souhait d'innover. Je formule le vœu qu'en 2015 la croissance économique retrouvée, la simplification administrative appliquée, la réduction des charges et des impôts enfin concrétisées viennent récompenser leurs efforts » concluait enfin le président de la chambre d'agriculture,

BERNARD FALI

« Je suis patron »

Commentaire

■ Il est assez significatif depuis ces dernières semaines qu'à chaque fois qu'il s'agit de faire reculer les droits collectifs des travailleurs, on invoque les attentats, puis le formidable élan républicain de la marche du 11 janvier, enfin la sacro-sainte union nationale. Il en a été de même pour les vœux des chambres consulaires, sans que cela puisse étonner outre mesure. Voilà qu'il s'agit d'invoquer cette union sacrée pour demander de « restaurer la compétitivité des entreprises ». Par compétitivité, on entend naturellement la capacité d'exploiter au mieux la force de travail des individus pour en extraire la plus-value. Pour cela, faisons travailler ces fainéants de salariés le dimanche, le soir, les jours fériés. Vie de couple ? Vie de famille ? Vie privée ? A quoi bon ? Il faut être moderne, vivre avec son temps, voyons. Tout cela sont des vieilleries de gauchistes attardés, rétorquera-t-on.

Car bien évidemment, les 41 milliards d'euros ponctionnés dans la poche du peuple par le mal nommé pacte de responsabilité pour assister (oui, ce sont des assistés, ceux-là mêmes qui n'ont jamais eu de fins de mois difficiles et tiennent leurs discours fielleux contre les chômeurs et bénéficiaires de minima sociaux) le patronat et la grande finance ne leur ont pas suffi, alors que ce sont eux qui coûtent cher à la société toute entière, le plus affligeant étant de voir que ce petit patronat local se range du côté des grands alors que leurs intérêts seraient plutôt avec ceux des salariés. Car ces petits patrons très mal représentés par ces discours, eux travaillent de leurs mains, souvent aux côtés de leurs employés et sont étranglés par la finance et les donneurs d'ordres ; mais ils préfèrent conspuer les « charges »... c'est plus facile !

MORGAN TERMEULEN